

MAI 2025

中国人民政治协商会议第十三届全国委员会第四次会议

POLICY PAPER

DÉCRYPTAGE DES « DEUX SESSIONS » DU PARLEMENT CHINOIS : AMBITIONS INTÉRIEURES ET PROJECTIONS AFRICAINES

REDOUAN NAJAH



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PP -14/25



L'année 2024 a coïncidé avec la célébration du 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, étape clé dans la réalisation des objectifs fixés par le 14^e Plan quinquennal. Dans ce contexte, les Deux sessions annuelles 2025 du Parlement chinois – celle de l'Assemblée populaire nationale (APN), organe législatif suprême, et du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), organe consultatif - ont retenu l'attention de la communauté internationale, alors qu'en 2025 l'APN et le CCPPC célèbrent respectivement leurs 70^e et 75^e anniversaires.

REDOUAN NAJAH

INTRODUCTION

À l'heure où le monde traverse une phase de recomposition géopolitique, économique et technologique, la Chine affiche en 2025 une stratégie d'adaptation offensive. Les « **Deux sessions** » du Parlement chinois, rendez-vous annuel majeur, ne sont pas de simples cérémonies protocolaires : elles constituent une vitrine stratégique, à la fois de continuité et de réinvention d'un nouveau cycle économique chinois. Cette année, leur importance est renforcée par trois éléments : la clôture du 14e Plan quinquennal ; la résurgence de la guerre commerciale sino-américaine sous l'ère Trump II, et la volonté de Pékin de reconfigurer son modèle de croissance autour de la souveraineté technologique, de l'innovation, de la transition énergétique et du recentrage sur la consommation intérieure.

Le Rapport d'activité du gouvernement s'impose comme un document pivot. Il offre un éclairage précieux sur la trajectoire politique de Pékin et sur ses perspectives économiques. Ce rapport ne fournit pas toutes les réponses, mais il envoie des signaux forts : il opère un retour sur les **réalisations clés de 2024** et trace les **priorités de 2025**.

L'année 2024 a été marquée par une résilience mesurée. Pékin a dû faire face à des vulnérabilités internes (crise immobilière, ralentissement de la demande, pressions énergétiques) ; des contraintes extérieures croissantes (restrictions américaines, instabilité des chaînes de valeur). Pourtant, la Chine a tenu ses promesses : croissance maîtrisée, emploi stabilisé, consommation soutenue, renforcement de la sécurité alimentaire et énergétique, soutien ciblé à l'innovation et percées technologiques notables – à l'image de l'essor de l'IA comme en témoigne l'essor de DeepSeek. Les indicateurs sont au vert, mais les équilibres restent fragiles. Derrière les chiffres, une question sous-jacente : la Chine peut-elle durablement transformer cette résistance défensive en moteur offensif de renouveau économique ?

L'année 2025 s'annonce comme un moment charnière. Dernière année du 14e Plan quinquennal, elle ouvre une séquence décisive où les ambitions devront se traduire par des actions concrètes. Pékin affiche une volonté assumée de **recentrage stratégique** autour de la demande intérieure, de la montée en gamme industrielle, de la discipline budgétaire, et de la souveraineté technologique. Mais cette ambition se heurte à des réalités locales contrastées et à des contraintes persistantes : l'endettement des gouvernements provinciaux, le ralentissement de l'immobilier, les restrictions américaines, notamment sur les semi-conducteurs.

Ce Policy Paper propose une lecture croisée : il décrypte les grandes orientations issues des « Deux sessions », en les confrontant à la diversité provinciale chinoise, et en évaluant leur impact potentiel sur l'Afrique à travers quatre chapitres complémentaires. **Le premier** revient sur le rôle structurant des « Deux sessions ». **Le deuxième** analyse le Rapport d'activité 2025 dans ses deux volets : le bilan de 2024, et les priorités de 2025. **Le troisième** chapitre examine les rapports provinciaux en amont des « Deux sessions », qui complètent et nuancent les orientations centrales. Enfin, **le quatrième** et dernier chapitre interroge les implications de cette trajectoire chinoise pour l'Afrique, entre nouvelles opportunités économiques et recomposition des rapports de force.

L'objectif est double : décrypter les inflexions du projet politique chinois à la lumière de ses déclinaisons locales, et mettre en lumière les implications globales, en particulier pour le continent africain.

I. AU CŒUR DES « DEUX SESSIONS » : DES RÉUNIONS LOCALES EN AMONT

Les « **Deux sessions** » font référence aux réunions annuelles de deux institutions clés du système politique chinois : l'Assemblée populaire nationale (APN) et la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). Bien qu'elles remplissent des fonctions distinctes, leurs sessions se tiennent simultanément et occupent une place centrale dans la gouvernance du pays.¹

Pour comprendre l'importance de la gouvernance représentative telle qu'elle s'exprime à travers des Deux sessions, il convient d'examiner leur architecture et leur logique de fonctionnement : l'**APN**, avec ses 3 000 membres², c'est la plus grande instance parlementaire au monde. Elle constitue l'organe législatif suprême, chargé, outre l'adoption de lois, d'examiner des amendements législatifs, d'élire aux hautes fonctions, d'approuver les politiques budgétaires et stratégiques, et d'établir les grands principes économiques et sociaux du pays. En parallèle, la **CCPPC**, qui compte plus de 2 000 membres, joue un rôle consultatif. Dépourvue de pouvoir décisionnel, elle organise des discussions sur des questions de politique intérieure et extérieure et soumet des propositions et avis susceptibles d'influencer l'agenda législatif.³ Elle représente les différentes composantes de la société chinoise.⁴ En tant que plateforme organisationnelle du Front uni, la CCPPC incarne la synergie entre le Parti communiste chinois (PCC), les partis politiques reconnus, les organisations populaires, les groupes professionnels, les représentants du monde des affaires et de la société civile. Néanmoins, malgré cette façade de pluralisme, en pratique, le PCC conserve la haute main sur toutes les décisions stratégiques, les « Deux sessions » servant principalement à valider des orientations déjà définies en amont.

Ces deux institutions dépendent du PCC et sont dirigées par les membres n°3 et 4 du Comité permanent du Politburo, respectivement Zhao Leji, pour l'APN, et Wang Huning, pour la CCPPC.⁵ Leur configuration actuelle résulte du remaniement quinquennal de 2023. Ces sessions durent en moyenne deux semaines, comme en 2018 (18 jours), année de la suppression de la limite des mandats présidentiels.

Les « Deux sessions » constituent une plateforme majeure pour le gouvernement chinois, au cours de laquelle sont discutées et validées les grandes orientations du PCC. Concrètement, elles valident des orientations déjà arrêtées par les instances du Parti. Ainsi, dès décembre 2024, le **Politburo** du PCC annonçait un changement capital, passant d'une politique monétaire « stable et prudente » à une politique « convenablement accommodante » – une mesure expansionniste, première du genre depuis 2010, assortie d'un appel à une « politique budgétaire plus proactive ».⁶ Ces décisions ont été renforcées

1. Ces deux institutions collaborent étroitement à travers des commissions permanentes.

2. Au total, 2 977 députés représentant les provinces continentales, les régions autonomes (dont Hong Kong et Macao), les municipalités et l'Armée populaire de libération.

3. Redouan Najah, « 2022, année cruciale pour le leadership de Pékin : les « deux sessions » du Parlement chinois et l'Afrique ». [Policy Center for the New South](#), 1^{er} juin 2022.

4. « [Explainer | What Are China's 'Two Sessions' and Why Do They Matter?](#) » South China Morning Post, 4 mars 2023 <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3212136/what-are-chinas-two-sessions-and-why-do-they-matter>

5. « [What to Watch at China's Two Sessions in 2025](#) » Asia Society Policy Institute, February 26, 2025, <https://asiasociety.org/policy-institute/what-watch-chinas-two-sessions-2025>

6. Le Bureau politique du Comité central du PCC a tenu une réunion le 9 décembre pour analyser le travail économique en 2025. <http://cpc.people.com.cn/n1/2024/1209/c64094-40378540.html>

lors de la **Conférence centrale sur le travail économique** - CEWC (11-12 décembre) qui promettait une hausse du déficit budgétaire et une relance ciblée sur la consommation et la demande intérieure globale. Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie de long terme définie lors du **3e plénum du Comité central** en juillet 2024, axée sur le développement de « nouvelles forces productives » de haute technologie, illustrant le recentrage de Xi Jinping sur le concept de développement de « **haute qualité** », qui privilégie l'orientation centrale, la capacité industrielle, l'autonomie technologique, la transition verte, et le bien-être social, au détriment de la croissance rapide et les forces du marché. Tandis que le 3e plénum met l'accent sur la technologie, la CEWC place la consommation en tête de ses priorités.⁷ Les « Deux sessions » sont ainsi un outil pour valider et légitimer les décisions du PCC.

En 2025, le contexte de reprise économique post-Covid-19, de tensions géopolitiques et de guerre commerciale avec les États-Unis, rend ces Sessions particulièrement attendues. Un événement notable fut le symposium du 17 février 2025 entre Xi Jinping et des chefs d'entreprises privées⁸ – le premier depuis 2018 – illustrant la volonté de Pékin de rassurer les acteurs économiques et de “booster” leur engagement dans la relance face aux politiques commerciales de Trump.⁹ Il s'agit de la 13ième session supervisée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir fin 2012.¹⁰

Le « **Rapport d'activité du gouvernement** », présenté par le Premier ministre est au cœur des travaux des « Deux sessions ». Il dresse le bilan des principales réalisations de l'année écoulée et fixe les priorités pour l'année à venir, en mettant l'accent sur des objectifs économiques tels que le taux de croissance du PIB, les priorités en matière d'infrastructure, et les stratégies environnementales et sociales. Il est suivi de discussions sur les budgets sectoriels (dont celui de la défense), et les mesures législatives prévues. Durant les « Deux sessions », des annonces importantes peuvent être confirmées : à titre d'exemple, en 2023, elles ont officialisé le troisième mandat de Xi Jinping, et en 2020, l'APN a introduit les projets de loi sur la sécurité nationale actuellement en vigueur à Hong Kong.

Des conférences de presse accompagnent l'événement, bien que celle du Premier ministre ait été annulée en 2024, rompant avec une tradition qui remonte aux années 1990.¹¹ La politique étrangère y est également évoquée, notamment par le ministre des Affaires étrangères, qui présente les orientations diplomatiques chinoises, les priorités régionales et les engagements multilatéraux, notamment au sein d'Organisations comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS.

Bien que les décisions majeures soient largement façonnées en **amont**, les « Deux sessions » demeurent un événement symbolique, révélateur des orientations et ambitions stratégiques de la Chine. Avant les sessions nationales de **mars**, chaque province tient en **janvier** sa propre version des « Deux sessions », dites provinciales, en publiant des **rapports provinciaux**, posant les jalons des débats nationaux à venir.

7. Ibid. Asia Society Policy Institute, February 26, 2025.

8. <http://cpc.people.com.cn/n1/2025/0218/c64094-40420578.html>.

9. Malik, Matheo. « La Chine de Xi face à la disruption Trump : 10 points pour préparer les Deux sessions ». Le Grand Continent, 4 mars 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/03/04/la-chine-de-xi-face-a-la-disruption-trump-10-points-pour-preparer-les-deux-sessions/>

10. CSIS Press Briefing: Previewing China's Annual 'Two Sessions'. mars 2025. www.csis.org, <https://www.csis.org/analysis/csis-press-briefing-previewing-chinas-annual-two-sessions>

11. Davidson, Helen. « Explained: What Is China's Two Sessions Meeting? » The Guardian, 5 mars 2025. <https://www.theguardian.com/world/2025/mar/05/china-two-sessions-meeting-npc-cppcc-political-gathering-beijing>

II. LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT : ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Dans un contexte international tendu, marqué par une reconfiguration géopolitique et technologique, le Rapport d'activité présenté par le Premier ministre Li Qiang en mars 2025 est un jalon stratégique.¹² Il clôt le 14^e Plan quinquennal (2021–2025) et amorce la réflexion sur le 15^e, à un moment charnière pour la trajectoire économique et politique du pays. L'année 2024 a été celle d'une résilience maîtrisée : la Chine a contribué à hauteur de 30 % de la croissance mondiale, tirée par l'essor de l'IA, des véhicules électriques (13 millions d'unités produites). Mais des fragilités structurelles demeurent : crise immobilière, surendettement local, consommation intérieure modeste. Le Rapport plaide pour une relance par la demande en 2025, un soutien renforcé au secteur privé et une stratégie d'adaptation face aux tensions géopolitiques croissantes. Pékin opte pour une redéfinition de son modèle économique, ancrée dans la souveraineté technologique et l'affirmation d'un capitalisme à caractéristiques chinoises.

a. Bilan 2024 : croissance, consommation et technologie

En dépit des incertitudes mondiales, la Chine a atteint ses principaux objectifs macroéconomiques en 2024. La croissance du PIB s'est établie à 5 %, avec un taux de chômage urbain contenu à 5,1 % et une inflation modérée de +0,2 %, permettant de préserver le pouvoir d'achat dans un contexte immobilier dégradé. Le revenu disponible par habitant a progressé de 5,1 %, confirmant une reprise modérée de la consommation intérieure. Pour stimuler la demande intérieure, Pékin a déployé un arsenal de mesures budgétaires ciblées : +12,56 millions d'emplois urbains créés, essentiellement dans les services et l'industrie technologique ; la Banque populaire de Chine a baissé ses taux directeurs ; les transferts aux gouvernements locaux ont bondi de 8,4 %, atteignant 10 341 milliards de yuans pour financer les programmes de relance. Ces efforts de stabilité macroéconomique ont conduit à un déficit public de 4 060 milliards de yuans (3,8 % du PIB), illustrant le rôle central de l'État dans la relance.¹³

La loi sur la promotion de l'économie privée, adoptée en 2024, vise à dynamiser l'entrepreneuriat et diversifier les moteurs de croissance. Toutefois, la baisse des prix immobiliers (- 6,7 % dans les grandes villes) continue d'éroder la confiance des ménages, soulignant la nécessité d'un rééquilibrage du modèle de croissance, historiquement centré sur les exportations et l'immobilier, au profit d'une consommation domestique plus robuste.

Le secteur technologique a connu une expansion soutenue, portée par une volonté affirmée d'autonomie stratégique. La production manufacturière de haute technologie a progressé de 8,9 %, les services logiciels de 10,9 %. La Chine a consolidé sa position de leader mondial avec 13 millions de véhicules électriques produits, essentiellement par BYD. Des avancées majeures, comme le lancement de la mission lunaire **Chang'e-6**, la progression des industries numériques, la montée en puissance de l'IA, et le développement

12. Le texte intégral du Rapport d'activité du gouvernement. <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2025/0313/c31354-20288622.html>.

13. « Chiffres clés du Rapport d'activité du gouvernement chinois 2025 - Bilan du travail du gouvernement chinois en 2024 ». 环球网, <https://www.huanqiu.com/article/4LkTDTkXSVd>.

de **DeepSeek** (IA générative chinoise issue de l'université de Zhejiang), illustrent l'ambition du pays en matière de souveraineté et d'autonomie scientifiques et technologiques.

Cette montée en puissance s'inscrit dans un contexte d'intensification de la rivalité technologique sino-américaine. Depuis 2022, l'administration Biden a imposé des restrictions sur l'exportation de puces avancées vers la Chine. Ces mesures ont été renforcées en octobre 2023, et la nouvelle administration Trump, de retour en 2024, a ravivé la guerre commerciale avec une nouvelle série de droits de douane de 20 % début 2025 (avant la tenue des « Deux sessions » en mars 2025).

Face à ces contraintes, Pékin mise sur le renforcement de ses capacités nationales. Le Fonds national pour l'industrie des circuits intégrés (**Big Fund**) a été doté en mai 2024 de 344 milliards de yuans (47 milliards USD) pour soutenir les producteurs locaux de puces.¹⁴ En août 2023, Huawei a sorti un smartphone équipé d'une puce de 7 nm, conçue et produite en Chine, qui alimente le débat sur la capacité du pays à contourner les sanctions, marquant une percée symbolique malgré la dépendance persistante aux équipements étrangers de pointe (ASML, Tokyo Electron).¹⁵ La loi américaine « **CHIPS and Science Act** » (2022) constitue un verrou juridique supplémentaire.¹⁶ Pékin, consciente de cette vulnérabilité, mise sur un recentrage stratégique autour des chaînes de valeur critiques – design, gravure, intégration – tout en réhabilitant le secteur privé, avec un soutien explicite du président Xi Jinping. **La loi sur la promotion de l'économie privée** de 2024 témoigne d'un repositionnement stratégique du PCC à l'égard des entrepreneurs technologiques. Des avancées significatives sont également enregistrées dans la robotique (**Unitree Robotics**), la biofabrication, et l'initiative « **AI Plus** » du 14^e Plan qui vise une intégration transversale de l'IA dans les secteurs productifs, éducatifs et médicaux.

Sur le plan budgétaire, les recettes fiscales ont atteint 21 970 milliards de yuans (+1,3 %), tandis que les dépenses publiques ont progressé de 3,6 % pour atteindre 28 461 milliards, générant un déficit conforme aux prévisions. Parallèlement, un effort de restructuration de la dette locale a permis de réduire la dette cachée des gouvernements locaux de 14 300 à 2 300 milliards de yuans, traduisant une volonté de recentralisation de la discipline budgétaire. **Le budget militaire** a augmenté de 7,2 %, atteignant 1 665 milliards de yuans. Pékin justifie cette hausse par la nécessité de « protéger la souveraineté nationale et d'accélérer la modernisation de la défense nationale ».

Sur le plan environnemental, l'intensité carbone a diminué de 4,5 % et 370 GW de capacités renouvelables (éolien, solaire, biomasse...) ont été installés, renforçant la part des énergies non fossiles dans la production d'électricité. La Chine est devenue en 2024 le premier producteur mondial d'éolien offshore et de panneaux photovoltaïques. Toutefois, son « pic carbone » n'est attendu qu'en 2030, et la neutralité carbone pour 2060. Entre-temps, le charbon reste indispensable à la sécurité énergétique à court terme, reflétant le dilemme entre impératifs écologiques et contraintes géopolitiques.

14. Le fonds a été créé en deux phases. La 1^{ère} « *Big Fund I* » en 2014 avec un capital de 138,7 milliards de yuans (19,5 milliards USD), et la deuxième « *Big Fund II* » en 2019, avec un capital de 204,1 milliards de yuans (28,7 milliards USD). En mai 2024, la Chine a lancé la 3^{ème} phase « *Big Fund III* », avec un capital de 344 milliards de yuans (environ 47,5 milliards USD), constituant la tranche la plus importante depuis 2014.

15. « La Chine en passe de produire des puces 5 nm - Siècle Digital ». <https://siecledigital.fr/>, 26 mars 2024, <https://siecle-digital.fr/2024/03/26/la-chine-en-passe-de-produire-des-puces-5-nm/>.

16. La loi « *Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors (CHIPS) and Science Act* » a été adoptée en août 2022 pour renforcer la production de semi-conducteurs. Elle a alloué 53 milliards de dollars à la fabrication et à la recherche et développement des semi-conducteurs aux États-Unis, dont 39 milliards de dollars sont réservés à un programme d'aide financière – également appelé Fonds CHIPS pour l'Amérique.

b. Projections 2025 : stabilité économique et recentrage stratégique

L'année 2025, la dernière du 14^e Plan quinquennal (2021–2025), amorçant la réflexion sur le 15^e (2026–2030), représente un jalon vers un nouveau modèle axé davantage sur la consommation intérieure, l'innovation technologique et la résilience face aux chocs extérieurs. Le Rapport d'activité du gouvernement décline cette stratégie autour de trois axes : soutien à l'innovation et à l'économie réelle, stabilisation macroéconomique, et anticipation des rivalités internationales. L'objectif est de concilier croissance soutenue, souveraineté technologique et stabilité interne.

La Chine maintient son objectif de croissance du PIB à 5 %, vise la création de 12 millions d'emplois urbains, et prévoit des dépenses publiques de 29 700 milliards de yuans. Pour soutenir ses ambitions, la Chine porte son déficit budgétaire à 4 % du PIB, soit 5 660 milliards, son plus haut niveau depuis des décennies. Pour financer cette relance, Pékin prévoit 11 860 milliards de yuans de dette publique nouvelle (plus de 3 000 milliards par rapport à 2024), dont : 1 300 milliards en obligations spéciales du Trésor pour financer des projets d'infrastructure, relancer la consommation, et renforcer les capacités industrielles et technologiques ; 4 400 milliards pour les collectivités locales ; 500 milliards pour soutenir les grandes banques commerciales et d'État.

Ce soutien massif répond à un double impératif : relancer l'économie réorientée vers la consommation, et faire face à la reprise des tensions commerciales avec les États-Unis. Depuis février 2025, l'Administration Trump a imposé deux séries de surtaxes de 10 %, portant les droits de douane à 20 % sur l'ensemble des importations chinoises. Pékin a répliqué par des contre-mesures ciblant les secteurs énergétique (jusqu'à 15 % sur le charbon, le gaz, 10 % sur le pétrole) et agricole (10–15 % sur le soja, le maïs, le coton, les produits laitiers), tout en lançant une enquête à propos de Google, soupçonné d'avoir violé la loi **anti-monopole** de la Chine.

En avril 2025, l'escalade s'intensifie, avec une succession de surtaxes américaines atteignant 34 %, 104 %, puis 145 % sur une large gamme de produits chinois, à l'exception de l'électronique. Pékin réagit avec des surtaxes symétriques de 34 %, puis 84 % allant jusqu'à 125 % ciblant les produits agricoles et industriels. Cette spirale de représailles croisées menace d'alimenter l'inflation aux États-Unis, d'affaiblir leur demande intérieure, et compromettre leurs exportations vers la Chine, sapant l'objectif de Trump d'un rééquilibrage commercial par l'exportation. Face à ce contexte, Pékin accélère sa transition vers un modèle de croissance moins dépendant aux exportations, recentré sur le marché intérieur, et diversifie ses débouchés en Asie du Sud-Est (Vietnam, ASEAN), Afrique et en Amérique latine, intégrées à l'Initiative « la Ceinture et la Route », qui deviennent des relais stratégiques.

Cette recombinaison géoéconomique fait de la consommation intérieure et **de l'innovation technologique** les nouveaux moteurs de croissance. Le Rapport prévoit une hausse de 12 % des dépenses de R&D, avec une priorité accordée à l'intelligence artificielle, la technologie quantique et aux infrastructures numériques avancées. L'initiative « **AI Plus** », lancée en 2024, cible des secteurs stratégiques (véhicules connectés, robots autonomes, terminaux intelligents) en réponse à l'impératif d'autosuffisance et aux restrictions américaines sur les semi-conducteurs. Dévoilé en janvier 2025, **DeepSeek**, ce modèle de 200 milliards de paramètres, rivalise avec GPT-4 pour un coût bien moindre. Son arrivée a bouleversé les marchés : plus de 1 000 milliards de dollars de pertes pour les géants américains de l'IA cotés au NASDAQ. Son lancement a été salué par Xi Jinping lors d'une réunion stratégique

le 17 février 2025 avec les entrepreneurs du secteur privé¹⁷, dont le fondateur de Huawei, iFlyTek, DeepSeek, et d'autres acteurs majeurs, marquant la réhabilitation politique du secteur privé comme force motrice des « forces productives avancées ». Pékin mise sur le dynamisme technologique pour revitaliser une économie marquée par la prudence des ménages.¹⁸ **La loi de promotion de l'économie privée**, en cours de discussion, témoigne de cette volonté.

Parallèlement, le budget militaire croît de 7,2 % pour atteindre 1 665,2 milliards de yuans, traduisant la priorité donnée à la doctrine de « souveraineté stratégique » : cybersécurité, marine, espace, dissuasion nucléaire. Depuis 2013, cette trajectoire suit une progression continue, témoignant de l'effort de modernisation militaire : +10,7 % en 2013 (720,2 milliards de yuans)¹⁹, +12,2 % en 2014 (808,23 milliards), +7 % en 2024 (1 665,2 milliards), et prévoit de dépenser 1 784,7 milliards de yuans en 2025 (7,2 %). Le Projet de budget 2025 publié le 13 mars par le ministère des Finances²⁰ réaffirme l'autonomie technologique et de projection de puissance.²¹

Cette logique est complétée par une diplomatie active : le budget alloué aux affaires étrangères progresse de 6,6 % pour atteindre 59,5 milliards de yuans traduisant la volonté de Pékin de maintenir une présence internationale active dans les grandes enceintes internationales et forums multilatéraux (BRICS, APEC, FOCAC) et d'attirer davantage d'IDE (+6 %). Le discours officiel reste axé sur le multilatéralisme, la souveraineté technologique et l'autonomie stratégique.

Cette double dynamique, modernisation militaire et diplomatie proactive, illustre la stratégie d'équilibre recherchée par Pékin : affirmer sa puissance sans renoncer à sa doctrine de non-ingérence, notamment dans les régions émergentes. Le succès de cette recomposition dépendra de la capacité de la Chine à préserver la stabilité intérieure, restaurer la confiance des ménages, des investisseurs et des partenaires étrangers, mais aussi à affirmer sa place dans un ordre mondial en mutation. L'enjeu central reste la conciliation entre ambitions technologiques, pressions géopolitiques et stabilité socioéconomique.²²

17. Kerry Brown « no surprises, but strategic circumstance weighs heavily on China's 'Two Sessions' », East Asia forum, 23 March 2025. <https://eastasiaforum.org/2025/03/23/no-surprises-but-strategic-circumstance-weighs-heavily-on-chinas-two-sessions/>

18. « Five Takeaways from Beijing's Largest Annual Political Meetings ». Atlantic Council, 14 mars 2025. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/five-takeaways-from-beijings-largest-annual-political-meetings/>

19. Le Pautremat, P. (2015). L'armée chinoise : au service d'une stratégie de la « défense offensive » Revue Défense Nationale, 776(1), 89-96. <https://doi.org/10.3917/rdna.776.0089>.

20. Le Rapport sur l'exécution des budgets central et locaux pour 2024 et le Projet de budgets central et locaux pour 2025, https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202503/content_7013431.htm. Il décrit les résultats budgétaires en 2024 et propose des politiques budgétaires et des plans de dépenses pour 2025.

21. « China Two Sessions 2025 - Policy, Legislative, and Budget Priorities ». China Briefing News, 19 mars 2025, <https://www.china-briefing.com/news/china-two-sessions-2025-policy-legislative-budget/>

22. "Two Sessions" 2022 – What It Means for Economy, Climate, Biodiversity, Green Finance and the Belt and Road Initiative (BRI) – Green Finance & Development Center. 15 mars 2022. <https://greenfdc.org/chinas-two-sessions-2022-what-it-means-for-economy-climate-biodiversity-green-finance-and-the-belt-and-road-initiative-bri/>

III. LES RAPPORTS PROVINCIAUX, MIROIRS DES DYNAMIQUES LOCALES

Alors que les regards se tournent chaque année vers les grandes annonces des « Deux sessions » nationales en mars, un autre exercice politique, souvent négligé, mérite une attention particulière : les « **sessions locales** » – dites « Deux sessions provinciales », organisées dès la mi-janvier dans les 33 juridictions de Chine continentale. Véritable baromètre des dynamiques internes du pays, ces sessions offrent un aperçu précieux des priorités économiques, sociales et politiques à l'échelle régionale, tout en reflétant la diversité et les disparités du développement en Chine.

Organisées en amont des sessions nationales, ces assemblées législatives et consultatives provinciales ne se limitent pas à des rituels administratifs. Elles mettent en lumière les ambitions économiques, technologiques et environnementales propres à chaque territoire, contribuant à dessiner les grandes orientations nationales. Bien que le système chinois demeure hautement centralisé, ses provinces disposent d'une marge de manœuvre significative dans la mise en œuvre des politiques nationales, qu'elles adaptent en fonction de leurs ressources naturelles, de leur niveau de développement et de leur stratégie régionale.²³ Souvent négligés, les gouvernements provinciaux jouent pourtant un rôle crucial dans l'application des politiques nationales. Dotés de prérogatives comparables à celles des ministères nationaux, ils assurent à la fois l'exécution des directives centrales et la valorisation des intérêts locaux au sein des cercles décisionnels. À ce titre, l'analyse des rapports provinciaux constitue une source essentielle, voire indispensable pour comprendre les dynamiques locales qui façonnent l'évolution globale du pays.²⁴ Ils offrent une idée exhaustive des forces et défis propres à chaque province.

La Chine continentale compte 33 **entités** territoriales : 22 provinces, 4 municipalités (Pékin, Shanghai, Chongqing et Tianjin) au statut équivalent à celui des provinces, 2 régions administratives spéciales (Hong Kong et Macao), et 5 régions autonomes à majorité ethnique (Xinjiang, Tibet, Mongolie intérieure, Guangxi et Ningxia). Selon la terminologie officielle, ces dernières sont définies comme des zones « comptant d'importantes populations de minorités ethniques », dotées d'organes autonomes, exerçant une forme « d'autogouvernance sous la direction unifiée de l'État ».²⁵

Chaque début d'année, ces 33 **entités** tiennent leurs assemblées législatives locales (les « Deux sessions provinciales ») et publient leurs Rapports d'activité, fixant leurs objectifs pour l'année à venir à la lumière des orientations et directives du comité provincial du **Parti**, tout en mettant en avant leurs propres priorités locales. Début 2025, toutes ont présenté leurs bilans respectifs pour 2024 et dévoilé leurs prévisions pour 2025 avec des enjeux majeurs : le renforcement de la résilience économique et l'innovation.

23. Plusieurs provinces se distinguent par leur importance sur les plans économique, militaire et de l'innovation.

24. Ses rapports sont rarement traduits. Tony Blair Institute for Global Change a analysé plus de 60 rapports publiés au cours des deux dernières années, offrant ainsi une perspective sur l'évolution de la stratégie de Pékin. <https://institute.global/insights/geopolitics-and-security/inside-chinas-two-sessions-what-provincial-reports-reveal>.

25. « L'autonomie ethnique régionale en Chine », Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine, Février 2005, Pékin. http://www.gov.cn/zwqk/2005-05/27/content_1585.htm

a. Des objectifs de croissance différenciés

Les rapports 2025 révèlent plusieurs faits marquants concernant les objectifs de croissance : La majorité des provinces ont fixé des objectifs de croissance compris entre **5 % et 6 %**, en ligne avec la moyenne nationale. Toutefois, certaines provinces se distinguent par des ambitions plus élevées : le Tibet (7 à 8 %), le Hainan (+6 %). À l'inverse, d'autres plus prudentes, comme Qinghai (4,5 %).²⁶

Parmi les provinces les plus ambitieuses, certaines affichent des perspectives de croissance élevées en lien avec des priorités stratégiques spécifiques. Le Tibet se distingue avec une ambition de 7 à 8 %, illustrant une volonté de rattraper rapidement son retard²⁷, en particulier dans cette région stratégique. Le Hainan²⁸, fort de son statut de port de libre-échange, prévoit une croissance supérieure à 6 %, en misant sur la consommation, le tourisme et les services.²⁹ D'autres régions, comme la Mongolie-Intérieure, Hubei, Chongqing, et le Xinjiang, visent une croissance autour de 6 %. Hainan et Tibet, déjà mentionnées, se démarquent par leurs ambitions plus grandes, tirant parti de leurs spécificités régionales.

S'agissant des pôles économiques majeurs, ceux-ci visent une stabilité maîtrisée. Les grandes provinces côtières, comme Shanghai, Pékin, Guangdong, Jiangsu, Zhejiang, Tianjin, Shandong, Jilin, Hunan et Fujian, visent une croissance stable autour de **5 % à 5,5 %**, avec des stratégies d'adaptation aux réalités locales. Les grandes villes, comme Pékin, Shanghai et Tianjin, tablent sur une croissance stable de 5 %. Le Guangdong, cœur industriel de la Chine, mise sur le renforcement de son secteur technologique.³⁰ Le Fujian, en raison de sa proximité avec Taïwan, place l'intégration transdétroit au cœur de ses priorités, et a légèrement abaissé son objectif à 5,5 %. Le Hunan et le Fujian se sont fixé des objectifs similaires, en s'appuyant sur des stratégies adaptées à leurs réalités locales, misant sur la revitalisation industrielle, la fabrication avancée, et le développement du tourisme durable.

Par ailleurs, plusieurs provinces ont procédé à des ajustements ciblés de leurs prévisions pour 2025. Tianjin, par exemple, son objectif est passé de 4,5 % à 5 % pour 2025. ³¹ D'autres, comme Anhui, Sichuan, Zhejiang, Henan, Liaoning et Shaanxi, se sont fixé des objectifs à 5,5 % ou plus. La ville de Shenzhen, dans la province du Guangdong, souvent surnommée la « Silicon Valley » chinoise, prévoit, elle aussi, une croissance de 5,5 %.

26. Lin, Song. China's tech hub Shenzhen eyes 5.5% growth in 2025 as economic powerhouses take lead in driving industrial upgrades - Global Times. <https://www.globaltimes.cn/page/202502/1329054.shtml>.

27. « China's Local Provinces and Cities Set Ambitious 2025 Growth Targets ». ThinkChina. <https://www.thinkchina.sg/economy/chinas-local-provinces-and-cities-set-ambitious-2025-growth-targets>.

28. Le 1er juin 2020, les autorités chinoises ont publié le Plan global pour la construction du port de libre-échange de Hainan, <https://www.china-briefing.com/news/hainan-ftz-masterplan-released-establish-chinas-biggest-free-trade-port-2035/>. Voir également, <https://www.china-briefing.com/news/investing-in-hainan-industry-economics-and-policy/>

29. « Decoding China's Local GDP Targets in 2025 ». China Briefing News, 27 janvier 2025. <https://www.china-briefing.com/news/decoding-chinas-local-gdp-targets-in-2025/>

30. Abrutant des promoteurs immobiliers tels que China Evergrande Group et Country Garden Holdings, la province est l'une des plus touchées par la crise immobilière. Voir « *China's Rich Provinces Eye Strong 2025 Despite Trump's Tariffs* », Bloomberg, 15 Janvier 2025. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-01-15/china-s-regions-set-bullish-2025-growth-goal-in-guide-for-nation>

31. *Over a Dozen Chinese Provinces Set Lower GDP Targets* - Caixin Global. <https://www.caixinglobal.com/2025-01-21/chart-of-the-day-over-a-dozen-chinese-provinces-set-lower-gdp-targets-102281788.html>.

À l'inverse, certaines provinces se montrent plus prudentes dans leurs projections. C'est le cas de Qinghai, la seule province qui a limité son objectif à 4,5 % en dessous de la barre de 5% fixé par le gouvernement central, en cohérence avec ses priorités environnementales.³²

Objectif de croissance	Régions / Provinces / Municipalités (2025)
7 % ou plus	Tibet
Supérieur à 6 %	Hainan
Autour de 6 %	Hubei, Mongolie-Intérieure, Chongqing, Xinjiang
Entre 5 à 5,5 %	Guangdong, Zhejiang, Jiangsu, Shandong, Shanghai, Jilin, Hunan, Fujian, Pékin, Tianjin. Anhui, Sichuan, Henan, Shaanxi, Liaoning.
Moins de 5%	Qinghai

La transition vers une **croissance de haute qualité**, fondée sur l'innovation, la résilience et la durabilité, constitue un mot d'ordre partagé par l'ensemble des 33 **entités**. Cette vision est soutenue par les recommandations de la **Conférence centrale sur le travail économique** de décembre 2024, qui a appelé à « renforcer les capacités d'innovation et le rôle moteur des régions bénéficiant d'avantages en matière de développement économique ». Elle a également encouragé les principales provinces économiquement développées à jouer un rôle majeur tout en incitant les autres régions à tirer parti de leurs conditions et spécificités.

Ces objectifs locaux servent souvent d'indicateurs avancés des futures orientations nationales. Comme les années précédentes, l'objectif de croissance de 5 % fixé par le gouvernement central en mars 2025 était largement prévisible dès février, à la lecture des projections provinciales. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements locaux misent sur deux leviers : la **stimulation de la consommation** et de **l'investissement**, en déployant des politiques ciblées telles que l'augmentation des revenus des ménages, la promotion des secteurs verts et technologiques, et le développement des infrastructures.

Les sept principales régions économiques de la Chine – Pékin³³, Fujian, Guangdong, Shanghai, Zhejiang, Liaoning, et Shaanxi – représentent près de **34 % du PIB chinois**.³⁴ Bien que l'empire du milieu compte principalement sur huit régions pour ses recettes fiscales : Pékin, Fujian, Guangdong, Shanghai, Zhejiang, Shandong, Jiangsu, **Tianjin**³⁵, les autres provinces sont souvent subventionnées par le gouvernement central. Ces puissances économiques disposent d'atouts dans divers secteurs, ce qui leur permet de stimuler la modernisation industrielle et la croissance économique.

32. 15 Chinese provinces revise 2025 GDP growth targets. January 2025 <https://www.investing.com/news/economy-news/15-chinese-provinces-revise-2025-gdp-growth-targets-93CH-3823969>

33. Depuis 2019, le Bureau municipal du commerce de Pékin publie chaque année un « Rapport sur le développement des investissements étrangers à Pékin » à l'intention des investisseurs internationaux. <https://www.china-briefing.com/news/beijing-industry-economics-policy/>

34. China's Rich Provinces Eye Strong 2025 Despite Trump's Tariffs, Bloomberg, 15 Janvier 2025. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-01-15/china-s-regions-set-bullish-2025-growth-goal-in-guide-for-nation>

35. L'une des quatre municipalités autonomes du pays, avec Pékin, Shanghai et Chongqing, Tianjin est le berceau de l'industrie mécanique et textile chinoise moderne. C'est le plus important centre industriel et le principal port du nord de la Chine. <https://www.china-briefing.com/doing-business-guide/china/where-to-invest/investing-in-tianjin-china-city-spotlight>

b. Des priorités régionales révélatrices des réalités locales

Si une cohérence nationale est perceptible, les priorités affichées par chaque province révèlent la grande diversité régionale de la Chine. Toutes s'inspirent des priorités et lignes directrices du parti central, telles que celles définies lors de la Conférence centrale sur le travail économique³⁶ de décembre 2024 et du troisième plénum de juillet 2024, mais adaptent leur feuille de route en fonction de leurs propres intérêts.³⁷ Par exemple, le **Fujian**, en raison de sa proximité géographique avec Taïwan, accorde une importance particulière à **l'intégration** transdétroit, 34 des 38 références à Taïwan dans les rapports d'activité provinciaux proviennent du Fujian. À l'inverse, la province de **Qinghai**, peu peuplée et située sur le plateau tibétain, fait de la protection de l'environnement sa priorité absolue, bien loin des logiques de croissance accélérée qui dominent d'autres régions. Cette diversité des priorités régionales qui reflètent les particularités géographiques et économiques de chaque région, illustre comment les décisions prises à Pékin se traduisent de manière différente en fonction des spécificités locales.

Au-delà des chiffres, un message commun émerge : la nécessité de passer d'une croissance rapide à une croissance de « haute qualité ». L'objectif national d'environ 5 % pour 2025 ne constitue pas une cible stricte, mais un signal adressé aux gouvernements provinciaux, les incitant à allouer efficacement leurs ressources afin de garantir une croissance soutenue sans déséquilibres structurels. Dans cette optique, 19 provinces font de la stimulation de la **demande intérieure** une priorité stratégique.³⁸ Pour relancer la consommation, elles misent sur l'innovation, la modernisant industrielle et le développement de nouveaux services, comme le « tourisme culinaire » promu par la province de **Yunnan**.

Parallèlement, **l'innovation** s'impose comme moteur du développement futur. Le concept de « nouvelles forces productives de qualité », promu par Xi Jinping, est désormais intégré aux priorités de 21 provinces. Cette orientation vise à bâtir un écosystème technologique autonome, sans pour autant susciter une **compétition interprovinciale** excessive en matière de technologies de pointe. Pékin encourage une coordination entre provinces valorisant les avantages comparatifs de chacune.

Le contexte international n'est pas en reste, notamment les tensions géopolitiques avec les États-Unis qui ne manquent pas d'influencer les priorités provinciales. Les « Deux sessions » nationales de mars visent justement à formaliser et harmoniser ces priorités. Une lecture attentive de ces rapports provinciaux, croisée avec le rapport d'activité du gouvernement, permet ainsi de mieux comprendre les dynamiques internes de la Chine — et d'en anticiper les répercussions extérieures, notamment en Afrique. Car les priorités chinoises en matière d'investissement, d'innovation, de transition énergétique ou de connectivité redessinent déjà les contours et la géographie de la coopération sino-africaine.

36. La Conférence s'est tenue du 11 au 12 décembre à Beijing. Xi Jinping y a prononcé un discours et déterminé les priorités pour le [travail économique 2025](#). Voir : « *What Are the Chinese Government's Economic Priorities for 2025?* » <https://www.observingchina.org.uk/p/what-are-the-chinese-governments> .

37. China's Third Plenum Won't Be an Economic Turning Point – But That's What Makes It Interesting. <https://institute.global/insights/geopolitics-and-security/chinas-third-plenum-wont-be-an-economic-turning-point-but-thats-what-makes>.

38. « Inside China's Two Sessions: What Provincial Reports Reveal ». Tony Blair Institute for Global Change (TBI), 27th February 2025. <https://institute.global/insights/geopolitics-and-security/inside-chinas-two-sessions-what-provincial-reports-reveal>.

IV. IMPACT SUR L'AFRIQUE : OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES

En 2025, les dynamiques sino-africaines évoluent dans un contexte mondial tendu, marqué par des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis : intensification des barrières tarifaires, restrictions technologiques et rivalité stratégique élargie. Pour l'Afrique, partenaire majeur de Pékin, ces évolutions offrent à la fois des perspectives nouvelles et soulève des contraintes.

Les « Deux sessions » de 2025 constituent un indicateur important pour anticiper les futures orientations de la coopération sino-africaine. Les politiques adoptées soutiennent la mise en œuvre du **Plan d'action 2025–2027** du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) tenu à Pékin en 2024, qui repose sur des priorités stratégiques : industrialisation, innovation technologique, transition verte, sécurité sanitaire et alimentaire. **L'Initiative la Ceinture et la Route**, entrée dans sa dixième année en 2023, reste la pierre angulaire de cette coopération, et continue de structurer de nombreux projets d'infrastructures en Afrique : ports, chemins de fer, télécommunications, et s'est récemment élargie aux chaînes d'approvisionnement critiques : **batteries, terres rares, logistique verte**.

La présence chinoise en Afrique s'intensifie également dans **le secteur technologique**, par le développement des infrastructures numériques (fibre optique, data centers, caméras de surveillance) et l'intégration d'équipements électroniques « made in China » dans les réseaux africains.³⁹ Des entreprises comme Huawei et ZTE continuent d'équiper le continent en télécoms, fibre optique, et systèmes de surveillance et sont désormais des acteurs de déploiement de la 5G, en cours dans plus de 12 pays africains, dont le Nigeria, l'Angola et l'Afrique du Sud. Des data centers ont été installés au Ghana, en Égypte et au Sénégal. La zone industrielle de Lekki, au Nigeria, ou celle de Suez, en Égypte, illustrent cette coopération technologique. Toutefois, ces investissements, bien que porteurs de connectivité, soulèvent des inquiétudes sur la souveraineté numérique et la sécurité des données africaines.

La transition énergétique, qui implique la décarbonation, la gestion des ressources, l'électrification verte, constitue un autre axe de convergence stratégique, dans la mesure où la Chine exporte vers l'Afrique, et massivement, des panneaux solaires, des batteries et des véhicules électriques.

Le commerce sino-africain atteint un nouveau sommet en 2024, avec 295,5 milliards de dollars, en hausse de 6,1 % selon l'Administration de la douane. Chiffres à comparer avec les 10,6 milliards, en 2000, 198 milliards, en 2013, 282 milliards, en 2023, avec quelques fluctuations liées à la pandémie de la Covid-19, 209 milliards, en 2019, 254 milliards, en 2021. Cette dynamique renforce le rôle de la Chine en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique. Pourtant, un déséquilibre structurel persiste : les exportations africaines vers la Chine, dominées par les matières premières (pétrole, minerais), ne s'élèvent qu'à 116 milliards de dollars, tandis que les importations africaines (équipements électroniques, produits manufacturés, textiles et véhicules), atteignent 178 milliards, créant un déficit de 62 milliards. Malgré ces chiffres à la hausse, l'Afrique ne représente que 3 % du commerce extérieur chinois.⁴⁰

39. « China's Two Sessions Meeting, what does It mean for Africa? » Morocco World News, 9 mars 2021. <https://www.morocoworldnews.com/2021/03/61048/chinas-two-sessions-meeting-what-does-it-mean-for-africa/>

40. « Chine-Afrique : une relation asymétrique et stratégique pour Pékin » - Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques. 23 mai 2024. <https://fmes-france.org/chine-afrique-une-relation-asymetrique-et-strategique-pour-pekini/>

Face à ce déséquilibre, la Chine a pris **plusieurs initiatives** pour stimuler les exportations africaines : La suppression des barrières douanières pour 33 pays africains pour encourager les exportations, entre autres, agricoles vers le marché chinois. Cette mesure a bénéficié à des pays comme le Kenya, dont les exportations, notamment de thé et de fruits (avocat), ont enregistré une hausse significative ; Le soutien financier annoncé lors du FOCAC 2024 : 50 milliards de dollars répartis sur trois ans (2025-2027), dont 30 milliards de crédits, 10 milliards d'investissements et 10 milliards d'aide au développement, pour stimuler les investissements en Afrique (estimés à 350 milliards en 2025).⁴¹ En marge du sommet, parmi les accords signés : la réhabilitation de la ligne des chemin de fer **TAZARA**, reliant la Zambie au port de Dar-es-Salam en Tanzanie, pour 1 milliard de dollars ; Ces fonds s'ajoutent à des prêts spécifiques comme les 255 millions de dollars pour la modernisation de la ligne ferroviaire Kaduna-Kano, au Nigeria, et des subventions militaires, notamment 136 millions de dollars destinés à l'assistance sécuritaire, y compris la formation de 6 000 militaires africains. Ce dernier volet est renforcé par l'augmentation continue du budget de défense chinois, passé de 20 à 200 milliards entre 2000 et 2020.⁴²

Pour 2025, le Parlement chinois a approuvé lors des « Deux sessions » un budget de 245,7 milliards de dollars. La Chine semble ainsi renforcer sa présence militaire et sécuritaire sur le continent, dans le cadre de son Initiative de sécurité globale, qui se traduit par une participation accrue aux missions de maintien de la paix ; La fourniture d'équipements (cybersécurité, drones, radars) ; La formation de militaires africains dans les académies chinoises, comme en témoigne, la visite, du 6 au 15 mai 2025, d'une délégation de 100 officiers africains, à l'invitation du ministère chinois de la Défense pour renforcer la coopération militaire ; La nomination des attachés de défense comme au Niger, mais aussi les tentatives de médiation dans des conflits en Afrique de l'Est, illustrant cette montée en puissance globale de la Chine. Toutefois, l'évolution de ces engagements reste tributaire de la croissance du PIB chinois.

L'engagement de la Chine en Afrique implique aussi les **provinces chinoises** qui y jouent un rôle croissant. Pour n'en citer que quelques-unes, le **Hunan** se distingue par sa coopération active, avec une ligne de fret aérienne, reliant Changsha à Addis-Abeba, inaugurée en 2022, et l'organisation de l'Exposition sino-africaine à Changsha, le chef-lieu du Hunan, qui abrite le siège de l'Exposition. Le **Zhejiang**, acteur majeur, a signé 26 accords avec des pays africains pour près de 58 milliards de yuans lors du Forum économique et commercial Chine-Afrique en 2022, qui héberge des entreprises comme Alibaba, qui a réussi son implantation en Afrique, et joue un rôle central dans la transformation des ressources stratégiques africaines (cobalt), indispensables à la fabrication de véhicules électriques. La ville de **Yiwu**, dans cette province, est un centre névralgique du commerce et de la diaspora africaine.

La rivalité sino-américaine a, pour sa part, mis en lumière la vulnérabilité des économies africaines aux chocs extérieurs. Les États-Unis et la Chine sont deux partenaires majeurs pour l'Afrique, avec pour cadres la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (**AGOA**) et le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC).⁴³ Les exportations africaines vers les deux puissances se composent principalement de pétrole, de minéraux (or, diamants, cuivre) et de produits agricoles tels que le cacao. Ainsi, toute reconfiguration

41. La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie. Cairn, <https://doi.org/10.3917/cdc.251.0023>.

42. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). [Communiqué de presse]. (2021, 26 avril). https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-04/sipri_milex_press_release_fre.pdf

43. « The effects of a US-China trade war on Sub-Saharan Africa: Pro-active domestic policies make the difference ». *Journal of Policy Modeling*, Novembre 2023, ScienceDirect, <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2023.06.002>.

des politiques commerciales entre Pékin et Washington peut avoir des retombées directes sur les économies africaines. L'Afrique, bien que non impliquée dans cette rivalité, en subit les effets : redéploiement d'aides, repositionnements diplomatiques, concurrence dans les infrastructures et investissements. Un exemple emblématique : le **corridor ferroviaire de Lobito** (Angola)⁴⁴, initialement financé par la Chine, a fait l'objet d'un investissement américain concurrent de 600 millions USD, annoncé par Biden à Luanda en décembre 2024 comme alternative au financement de Pékin⁴⁵, qui, au cours des dernières années, est devenue le principal partenaire économique de l'Afrique en matière d'aide, de prêts, d'IDE et de commerce, surpassant les États-Unis.⁴⁶

Cela constitue une leçon pour les pays exportateurs de matières premières, dépendants des ventes de pétrole, du cuivre et de la bauxite, comme l'Angola, la RDC ou la Guinée : la baisse de la demande chinoise peut affecter leur croissance. Dans ce contexte, des analyses soulignent la nécessité pour l'Afrique de diversifier ses partenariats et de renforcer sa base industrielle locale pour mieux amortir les turbulences globales.⁴⁷ Certains pays comme l'Éthiopie, le Maroc et le Rwanda, ont déjà amorcé ce tournant en développant des zones industrielles, attirant des investissements manufacturiers et misant sur l'économie numérique : le Maroc, à travers Tanger Med et sa stratégie de transition énergétique, attire des investissements chinois dans les batteries électriques ; Le Rwanda devient un hub numérique régional avec l'appui d'acteurs comme Alibaba ; L'Éthiopie poursuit ses ambitions industrielles via la zone spéciale d'Adama, construite par des entreprises chinoises, malgré un contexte politique tendu. Ces efforts visent à réduire la dépendance excessive vis-à-vis des exportations de matières premières.

Par ailleurs, cette rivalité géoéconomique repositionne l'Afrique comme un maillon stratégique dans la stratégie chinoise de diversification des débouchés économiques. Pékin cherche à sécuriser ses approvisionnements en ressources critiques tout en contournant les restrictions. Cette logique se traduit par des investissements chinois accrus dans les chaînes d'approvisionnement africaines, notamment dans les métaux rares et les infrastructures logistiques, comme le montrent la modernisation de la ligne Kaduna-Kano, au Nigeria, (255 millions de dollars) ou encore les grands projets miniers en Guinée.

Dès lors, si la Chine demeure le premier partenaire économique du continent, la relation sino-africaine entre dans une nouvelle phase. Elle est appelée à évoluer vers un partenariat plus équilibré, fondé sur la diversification sectorielle, la montée en gamme des exportations africaines et un meilleur partage de savoir-faire et de technologies. La réussite de cette transition dépendra de la capacité des pays africains à renforcer leur pouvoir de négociation, à mieux valoriser leur rôle dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, et à intégrer ces partenariats dans leurs priorités de développement durable.

44. « Biden Says "Africa Is the Future" as He Pledges Millions More on the Last Day of Angola Visit ». AP News, 4 décembre 2024, <https://apnews.com/article/biden-lobito-corridor-us-china-investment-f5dd55e80331f2416136ff34bab60d4d>.

45. Ibid. *AIB Insights*, février 2025. *insights.aib.world*, <https://doi.org/10.46697/001c.130834>.

46. « Caught between a Rock and a Hard Place? Africa's Position in the US-China Strategic Rivalry ». *AIB Insights*, février 2025. *insights.aib.world*, <https://doi.org/10.46697/001c.130834>.

47. « Guerre commerciale entre la Chine et les USA, quelles leçons pour l'Afrique ? » *Projet Afrique Chine*, 28 avril 2025. <https://projetafriquechine.com/analyse/guerre-commerciale-entre-la-chine-et-les-usa-quelles-lecons-pour-lafrique/>

CONCLUSION

La trajectoire tracée par les « Deux sessions » de 2025 révèle un moment de bascule. Pékin cherche à consolider un nouveau pacte de croissance, fondé sur l'innovation, l'autonomie stratégique et la stabilisation intérieure, dans un monde marqué par la fragmentation géoéconomique. Ce repositionnement offre des opportunités mais soulève également des contraintes pour l'Afrique.

Les opportunités sont notables : la Chine demeure un investisseur majeur, un moteur essentiel de connectivité (infrastructures, télécoms), et un acteur central des transitions verte et numérique. Toutefois, des **contraintes** sont là : les déséquilibres commerciaux persistent, les transferts technologiques restent limités, et la compétition avec les États-Unis complexifie les choix stratégiques des pays africains. La montée en puissance des provinces chinoises, dans les domaines industriel, technologique ou militaire, impose une lecture plus fine, multi-niveaux, de la présence chinoise, et appelle à un décryptage de leur rôle dans la mise en œuvre des priorités du Parti communiste chinois, ainsi que dans la coopération Sud-Sud avec d'autres collectivités régionales africaines.

Le fil directeur de cette trajectoire chinoise est clair : faire face à une fragmentation mondiale croissante en consolidant ses leviers internes. Pékin mise sur la consommation intérieure, la montée en gamme industrielle et la souveraineté technologique, et tente de redéfinir son modèle de développement sans renier les piliers qui ont assuré son ascension. Mais cette réorientation s'accompagne de tensions : entre relance et risques d'endettement, ambitions globales et défis locaux, ouverture sélective et contrôle renforcé. Les rapports provinciaux confirment cette dualité. Ils montrent une Chine à plusieurs vitesses, où certaines régions innovent, expérimentent et accélèrent, tandis que d'autres peinent à sortir de la dépendance de l'immobilier et à attirer des investissements productifs.

Au-delà des indicateurs de croissance et objectifs macroéconomiques, se dessine une ambition plus fine : stabiliser le système sans figer l'innovation, recentrer sans se replier, projeter de la puissance sans rompre avec la prudence stratégique. En creux, le rapport révèle l'entrée de la Chine dans une phase de maturité critique, où la puissance ne se mesure plus seulement à la croissance, mais à la capacité d'absorber les chocs, de générer de la valeur, et d'imprimer une influence durable.

Pour l'Afrique, cette nouvelle phase appelle à sortir de l'adaptation passive. Trois recommandations majeures s'imposent : **diversifier les partenariats** au-delà du duo Pékin-Washington, en intégrant d'autres pôles émergents et des alliances régionales ; **Renforcer la capacité de négociation collective**, à travers l'Union africaine (UA) et les blocs régionaux, pour peser dans les forums comme le FOCAC ou les BRICS+ ; **Ancrer la relation sino-africaine dans une stratégie de montée en gamme**, en misant sur l'industrialisation, le capital humain et la souveraineté numérique.

L'heure n'est plus à l'adaptation passive, mais à la définition proactive d'un agenda africain clair, souverain et ambitieux dans son partenariat avec la Chine. Le véritable défi pour l'Afrique, à l'aube de cette nouvelle phase, n'est pas seulement de s'adapter aux mutations, mais d'en faire un levier pour impulser sa propre transformation, en s'affirmant comme un acteur de proposition, et non simplement de réception, dans une logique proactive, souveraine et stratégique.

BIBLIOGRAPHIE

- Policy Center for the New South, Najah, Redouan. (2022). « 2022, année cruciale pour le leadership de Pékin : les « Deux Sessions » du Parlement chinois et l’Afrique », 1er juin.
- Atlantic Council. (2025). Five Takeaways from Beijing’s Largest Annual Political Meetings, 14 mars.
- Asia Society Policy Institute. (2025). What to Watch at China’s Two Sessions in 2025, 26 Février.
- Center for Strategic and International Studies (CSIS). (2025). Press Briefing: Previewing China’s Annual ‘Two Sessions’, mars.
- International Institute for Strategic Studies. (2025). China’s Two Sessions, China’s Two Challenges, 1er Avril.
- Chatham House. (2025). China’s ‘two sessions’: What did we learn about the Chinese economy? avril.
- Tony Blair Institute for Global Change. (2025). Inside China’s Two Sessions: What Provincial Reports Reveal.
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). (2021). Communiqué de presse Les dépenses militaires mondiales, 26 avril.
- Green Finance & Development Center. (2022). Two Sessions 2022 – What It Means for Economy, Climate, Biodiversity, Green Finance and the BRI, 15 mars.
- Fondation Méditerranéenne d’Études Stratégiques. (2024). Chine-Afrique : une relation asymétrique et stratégique pour Pékin, 23 mai.
- ThinkChina. (2025). China’s Local Provinces and Cities Set Ambitious 2025 Growth Targets. Big Reads, Opinion & Columns on China.
- Le Grand Continent. (2025). La Chine de Xi face à la disruption Trump : 10 points pour préparer les Deux Sessions, 4 mars.
- The Guardian. (2025). Explained: What Is China’s Two Sessions Meeting? 5 mars.
- Bloomberg. (2025). China’s Rich Provinces Eye Strong 2025 Despite Trump’s Tariffs, janvier.
- South China Morning Post. (2023). What is China’s ‘Two Sessions’ and Why Do They Matter? mars.
- Sources chinoises et rapports gouvernementaux
- Gouvernement chinois. (2025). Rapport d’activité du gouvernement chinois. Le Quotidien du Peuple, 13 mars. <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2025/0313/c31354-20288622.html>
- Ministère chinois des Finances. (2025). Rapport sur l’exécution des budgets central et locaux pour 2024 et 2025, mars. https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202503/content_7013431.htm

-
- Bureau d'information du Conseil d'État. (2005). L'autonomie ethnique régionale en Chine, février 2005. http://www.gov.cn/zwgk/2005-05/27/content_1585.htm
 - Huanqiu. (2025). Chiffres clés du Rapport d'activité du gouvernement chinois 2025 - Bilan du travail du gouvernement chinois en 2024. <https://www.huanqiu.com/article/4LkTDTkXSVd>
 - Parti communiste chinois. (2024). Communiqué du 3e plénum du 20e comité centrale du PCC, 15-18 juillet, <https://www.idcpc.org.cn/english2023/dzwk/zgkx/202407/P020240729576557283764.pdf>
 - Discours de Xi Jinping, la Conférence centrale sur le travail économique, 11-12 décembre 2024. <http://www.news.cn/politics/leaders/20241212/f47e778630ec4ff6b51c99d55cef6f43/c.html>
 - Réunion du Bureau politique du Comité central du PCC, 9 décembre 2024. <http://cpc.people.com.cn/n1/2024/1209/c64094-40378540.html>
 - Global Times. (2025). Shenzhen eyes 5.5% growth in 2025 as economic powerhouses take the lead in driving industrial upgrades, Février. <https://www.globaltimes.cn/page/202502/1329054.shtml>
 - China Briefing News. (2025). « China Two Sessions 2025 - Policy, Legislative, and Budget Priorities », 19 mars. <https://www.china-briefing.com/news/china-two-sessions-2025-policy-legislative-budget/>
 - China Briefing News. (2025). Decoding China's Local GDP Targets in 2025. 27 janvier. <https://www.china-briefing.com/news/decoding-chinas-local-gdp-targets-in-2025/>
 - Rapports provinciaux chinois (janvier 2025) : Fujian (January 14), Mongolie interne (January 15), Guangdong (January 15), Jilin (January 16), Hubei (January 21), Shanghai et Shandong.

À PROPOS DE L'AUTEUR



REDOUAN NAJAH

Redouan Najah est spécialiste des relations internationales au Policy Center for the New South. Ses domaines de recherche portent principalement sur le cyberspace, la cyberdéfense, la cybersécurité, les pays d'Afrique centrale et la Chine en Afrique. Redouan a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2019. Il est titulaire d'un Master en Géopolitique et Relations Internationales de l'Université Caadi Ayaad, Marrakech, et d'une Licence en Economie et Gestion, de la Faculté Polydisciplinaire, Béni-Mellal.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. [Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54



www.policycenter.ma

